



Annales historiques de la Révolution française

341 | juillet-septembre 2005
Varia

Gloire et déboires des chefs chouans mayennais au XIX^e siècle

Jean-Noël Azé



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1632>

DOI : 10.4000/ahrf.1632

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2005

Pagination : 111-133

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jean-Noël Azé, « Gloire et déboires des chefs chouans mayennais au XIX^e siècle », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 341 | juillet-septembre 2005, mis en ligne le 15 septembre 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1632> ; DOI : 10.4000/ahrf.1632

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

Gloire et déboires des chefs chouans mayennais au XIX^e siècle¹

Jean-Noël Azé

- ¹ Des hommes qui ont vécu et provoqué la chouannerie, la mémoire collective ne retient que les premiers insurgés des années 1793 et 1794. En Mayenne, Jean Cottureau, dit *Chouan*, bénéficie de l'aura la plus importante, par sa précocité à se rebeller contre l'autorité, et par le nom qu'il a involontairement donné au mouvement. *Jambe-d'Argent* et Joseph Just Coquereau engendrent une mémoire plus diluée, malgré des rôles au moins aussi spectaculaires durant la guerre civile. Le point commun de ces hommes est une mort violente, les armes à la main, lors des premières années de la chouannerie ². Le « statut » de héros passe inévitablement par cette mort violente, charge ensuite à l'historiographie blanche d'en faire un martyr, de gommer tous les épisodes ternissant l'image du justicier (et Dieu que ce dut être difficile pour Coquereau ! [³]), de lui attribuer une foi à toute épreuve et, accessoirement, un attachement à la royauté. Le mythe ainsi créé sert à entretenir la légende d'une chouannerie « pure » et dénuée de tout calcul politique, même s'il n'atteint pas le niveau de reconnaissance de la Vendée.
- ² Tous les chefs chouans ne sont pas morts au combat, loin s'en faut, et n'engendrent donc pas un tel culte de la personnalité. Selon une étude réalisée sur l'ensemble du département de la Mayenne, 10 à 15% de ces chefs sont arrêtés et exécutés, tandis que la même proportion décède les armes à la main ⁴, la plupart de 1794 à 1796. Les survivants qui reprennent les armes en 1799 ne bénéficient pas de la même renommée, même s'il s'agit de chouans de la première heure, tels Alexandre Billard de Veaux et Pierre Gaullier. Lors de ce conflit, désormais entièrement dirigé par les nobles, on doit d'ailleurs forcer la main à bon nombre de ces anciens chefs. La motivation n'est plus là tant la récupération politique, royaliste en l'occurrence, est évidente et le peu de reconnaissance déjà en germe. Ces chefs de paroisse, soumis et dirigés, n'ont donc pas l'étoffe d'un héros comme Jean Chouan ; néanmoins, si tous ou presque retournent dans l'anonymat de leurs campagnes, un certain nombre continue à jouir d'un certain prestige auprès de leur communauté ⁵.

3 Le but de cet article est de suivre le cheminement, pour le moins inégal, de ces « vétérans » chouans jusqu'à la Seconde République. Quel comportement adoptent-ils à l'annonce de la pacification de 1800 ? Les retrouve-t-on lors des reprises d'armes de 1815 et 1832 ? Sont-ils justement remerciés de leur contribution contre-révolutionnaire par les gouvernements monarchistes ? Quel impact ont-ils dans la mémoire collective d'une population encore traumatisée par la guerre civile ? Les diverses orientations politiques qu'a pu connaître la première moitié du XIXe siècle (et qui constituent autant de chapitres dans cet article) influent bien évidemment sur la conduite de ces vieux chouans. I - Chouans, brigands et « réservistes »

4 Après 1800 et l'avènement de Bonaparte, les chefs de paroisses choisissent plusieurs voies : 1- Les plus récalcitrants, les plus engagés politiquement, tentent un « baroud d'honneur », multipliant les menaces envers les patriotes, les maires ayant accepté leur nomination, et tentant de « réveiller » les chouans soumis. C'est ainsi que l'on retrouve Jean Mériille, dit *Beauregard* ⁶, et plusieurs déserteurs du bataillon de la Montagne ⁷ impliqués dans la conspiration de Cadoudal. Ils seront tous exécutés en 1804. 2- La plupart rentrent dans le rang, lassés de tant de malheurs, fussent-ils les détonateurs et les catalyseurs de la rébellion à ses débuts⁸. Cette soumission apparente ne les empêche pas de perpétuer le souvenir des combats passés et de constituer, au moins en théorie, une réserve chouanne prompte à reprendre les armes. 3- Un nombre non négligeable enfin, comme enivrés par l'ambiance des combats et des attaques de malles, poursuit une vie aventureuse dans le brigandage, pensant, à tort, continuer à bénéficier de la complicité tacite de la population.

1) Le brigandage : une chouannerie dénaturée

5 Malgré l'amnistie faite aux chouans, l'arrestation des plus dangereux et le pouvoir désormais bien établi de Bonaparte, des bandes parcourent encore le département, mais chacun s'entend désormais à admettre que celles-ci n'ont plus rien à voir avec la chouannerie. Fouché, ministre de la Police, les classe en trois catégories : « Les malfaiteurs du pays qui profitent de l'occasion (les moins nombreux), les déserteurs et les conscrits réfractaires (les plus nombreux), les anciens chouans. Depuis plusieurs années ils se lèvent tous les trois ou quatre mois dans ce pays, paraissent puis s'éclipsent. Les autorités s'inquiètent puis se rassurent, sans chercher à extirper les racines du mal » ⁹.



La Mayenne sous la Révolution

- 6 Au printemps 1800, ce n'est pas parce que des chouans rechignent à rendre les armes qu'ils continuent à se battre (« Les anciens chefs paraissent très tranquilles. » ^[10]), mais il est indéniable qu'un certain nombre d'entre eux ont été, en quelque sorte, surpris par la paix civile. Les escarmouches qu'ils provoquent contiennent encore une once de considération politique, mais cette notion devient de plus en plus diluée dans le brigandage pur et simple. Peu désireux de retourner à leur ancien métier, ils sont habitués à mener une vie errante et combattante, les plus jeunes surtout. Ils poursuivent donc leur mode de vie chouan et les vols pour subvenir à leurs besoins en oubliant peu à peu leurs anciennes motivations politiques, à supposer qu'ils en aient eu. Le sous-préfet de Château-Gontier confirme l'existence de cette évolution criminelle : « Après une guerre civile aussi désastreuse [...], il reste toujours de mauvais sujets ennemis de l'ordre et de la tranquillité publique [...]. Les ex-chouans, pour la majeure partie, se sont rendus de bonne foi et se livrent avec plaisir à leurs anciens travaux, mais il en existe malheureusement que le goût du pillage ou du moins le dégoût du travail tiennent encore dans l'état de révolte » ¹¹. On soupçonne même certaines bandes de chouans, soi-disant pacifiées, de se consacrer à des attaques nocturnes et de retourner aux travaux des champs le jour : « Il paraît que ces voleurs ne sont attroupés que momentanément la nuit, et que le jour ils travaillent chez eux » ¹².
- 7 En 1800, les bandes de brigands comprennent donc un fatras d'insoumis et de marginaux, aux motivations politiques plus qu'incertaines. On y trouve d'ailleurs peu d'anciens chefs de paroisse, à l'engagement plus affirmé. Cette absence confirme que le brigandage est un prolongement dénaturé du mouvement contre-révolutionnaire qui a conservé les méthodes employées lors de la guerre civile. Le rayon d'action des brigands se situe d'ailleurs souvent dans les communes les plus « blanches », confirmant le cheminement « post-chouannique » des insurgés.

2) Les autorités évitent l'amalgame

- 8 Après la forte répression de l'an IX (50 exécutions !), les autorités instaurent avec une période de clémence dans le but affiché de maintenir la concorde et la cohésion sociale : « Le nom de chouan a beaucoup perdu du mépris qu'il inspirait tout d'abord, écrit le sous-préfet de Mayenne. Il ne faudrait jamais donner à ceux qu'il faut poursuivre à présent que le nom de voleurs. On sait combien les dénominations ont d'influence »¹³. Le préfet Harmand ne voit d'ailleurs plus dans les brigandages de 1801 un quelconque rapport avec la chouannerie. Les rebelles ayant rompu avec toute velléité de combat au cours de l'année 1800 sont amnistiés (mais surveillés !). Des chefs charismatiques, tel Joseph Chevreuil, dit *Coeur-de-lion*, de Chéméré, sont libérés afin de prouver la bonne foi du gouvernement.
- 9 Les plus prompts à lutter contre ceux que l'on appelle désormais les brigands sont évidemment les acquéreurs de biens nationaux, dont les affaires pâtissent du désordre : « Déjà des propriétaires, qui se tiennent dans des lieux isolés avec un petit nombre de domestiques, se disposent à quitter leurs habitations et à revenir en ville »¹⁴. À la Gravelle, le citoyen Hignard doit subir les conséquences de sa conduite critiquable sous la Révolution¹⁵ : « Ses haies ont été abattues, ses arbres coupés ou déracinés à différentes fois ; des poursuites ont été faites, mais les coupables n'étant pas connus, échappent à la peine qu'ils méritent »¹⁶. Les « victimes » s'unissent parfois pour courir sus aux brigands. En 1808, suite au passage d'une bande de 8 à 10 hommes à Laigné, 20 citoyens de Château-Gontier sont désignés et armés pour les poursuivre. Ce sont des fonctionnaires publics, anciens militaires ou propriétaires « qui ont tous répondu avec empressement à l'appel que nous leur faisons au nom de la première loi de la société, celle qui a pour but le maintien de l'ordre public et la conservation des personnes et des propriétés »¹⁷. Que l'on trouve des patriotes et des propriétaires au sein de ces colonnes mobiles improvisées n'a rien de surprenant ; il est plus étonnant d'y compter des sympathisants royalistes et des ex-chouans. Il est vrai que les brigands ne font plus la différence chez leurs victimes et ne peuvent prétendre à une quelconque motivation politique ; à l'automne 1801, 25 hommes aux ordres de Jean Collet, dit *Lutinet*, réquisitionnent encore dans l'arrondissement de Château-Gontier : « Il ne paraît, écrit le préfet, que ces hommes soient mus par d'autres motifs que celui de voler pour vivre, puisque Gutter, dit *Saint-Martin*, a été volé lui-même »¹⁸. En réponse à ces vols, la municipalité de Bouère organise une colonne mobile pour tenter d'arrêter les brigands : « Le maire de Bouère s'est bien conduit dans cette affaire, commente le sous-préfet, l'amnistié Gaullier, dit *Grand Pierre*, ci-devant chef de chouans, se mit à la tête des hommes armés et a montré beaucoup de zèle pour atteindre ces voleurs. Il a même armé son domestique »¹⁹. La présence d'un des plus grands chefs de la chouannerie passée (et de celle à venir) démontre que les anciens insurgés ne veulent pas que l'on fasse un amalgame entre eux et les brigands ; c'est en tout cas l'image qu'ils veulent montrer aux autorités, car le résultat n'est pas à la mesure de l'événement. Cela n'empêche pas non plus le soutien clandestin à des bandes politiquement plus fréquentables.

3) Une réserve chouanne ?

- 10 Si certains basculent dans le brigandage pur et simple pendant que d'autres (les plus nombreux) « raccrochent » définitivement, une minorité de chouans, essentiellement les chefs, entretient la nostalgie de la guerre civile et fait office de réserve chouanne. À la fin de l'an X, le préfet Harmand dresse d'ailleurs un tableau assez nuancé de son département : « L'arrondissement de Laval est, depuis assez longtemps, pur non

seulement de crimes de sédition et de révolte mais encore de brigandage particulier. Celui de Mayenne, depuis l'arrestation de 18 brigands qui l'infestaient, qui attaquaient les malles et les diligences, est parfaitement tranquille [...]. L'arrondissement de Château-Gontier ne donne pas autant de motifs de sécurité. Il y a peut-être plus que du brigandage dans les excès qui s'y sont commis, comme ceux des habitants de cette contrée voisine des départements de l'Ille-et-Vilaine et du Maine-et-Loire qui tiennent encore, en quelque sorte, et passivement au système de chouannerie » ²⁰. Si le préfet s'évertue à bien différencier le brigandage du « chouannage », il ne peut dissimuler un certain scepticisme à l'égard des anciens chouans.

- 11 Ces chouans soumis dans les faits mais pas dans leur tête perpétuent un climat d'insécurité, fragilisant la paix civile. Il s'agit le plus souvent de simples rassemblements mais que les autorités craignent de voir enfler lors de la conscription. Ils sont fréquents en 1800 mais se raréfient très vite par la suite, prudence oblige. On s'oriente alors vers des rencontres plus intimistes et plus secrètes. En 1805, neuf hommes aperçus dans les bois de l'Huisserie et d'Origné « se rendent quelquefois à la Maissonnière, paroisse du Bignon ; quand ils sont aux environs de cette maison ils sifflent, alors les nommés Corbin et Lépine (anciens chefs chouans) sortent et confèrent avec eux et leur portent des rafraîchissements [...]. Cette bande ne maltraite pas les habitants des campagnes » ²¹. Le 19 septembre de la même année, 60 hommes bien armés se réunissent aux confins de la Mayenne et du Maine-et-Loire. Ils sont identifiés comme des ex-chouans « ayant des cheveux gris » ²² et prennent la fuite quand arrivent 40 gendarmes. L'âge mûr des participants confirme leur précoce engagement « chouannique ». On se retrouve entre anciens combattants, on se rappelle les heures de gloire, on mythifie les anciens chefs morts au combat ; pour mieux marquer l'événement et frapper les esprits, on porte les armes que l'on est censé avoir rendues. Ces retrouvailles n'ont pourtant aucun but guerrier puisqu'à la moindre alerte on se disperse.
- 12 Le nombre de ces rassemblements, ainsi que celui de ses participants, est très souvent exagéré par ceux désireux de troubler la tranquillité publique ou par les « exclusifs » en manque de renforts. Au cours de l'été 1805, une rumeur « informe » qu'une bande surnommée les *Nouveau-nés* parcourt le sud du département, faisant peser la menace de nouveaux désordres. Le sous-préfet Meignan met fin à celle-ci en arrêtant les « seulement » sept hommes qui la composent. L'année suivante, il connaît de nouveaux tourments puisqu'on annonce 200 brigands à Quelaines... chiffre rapidement ramené à 24 par le maire de la commune pour qui ces hommes sont venus au bourg « pour y boire de l'eau de vie et acheter du tabac » ²³.
- 13 Rumeurs, rassemblements, réunions secrètes... plusieurs indices semblent montrer que la nostalgie des uns et, par là même, la peur des autres, sont encore bien ancrées dans les esprits, ce qui n'a rien de surprenant si près de l'insurrection. Pourtant, ce genre de procédé reste marginal, d'une part parce que les autorités contiennent désormais tout débordement, d'autre part parce que la grande majorité de la population aspire à la paix malgré les ressentiments. Les chouans eux-mêmes semblent vouloir cultiver une sorte de souvenir guerrier, davantage destiné à impressionner les populations locales qu'à réellement reprendre les armes.
- 14 En 1802, Bonaparte semble suffisamment apte à garantir la paix civile pour que la population mayennaise lui accorde sa confiance sur la question du consulat à vie : « En aucun temps, ni pour quelque grand intérêt que ce puisse être, le département n'a réuni et ne réunira autant de votants, s'étonne le préfet Harmand. Il a fallu, pour tirer de leurs

chaumières et de leur indifférence sur les affaires politiques un grand nombre d'habitants, un aussi puissant mobile »²⁴. Il ne faut cependant pas se leurrer sur la subite fidélité des Mayennais à Bonaparte. En 1805, si Harmand se réjouit du calme et de la tranquillité qui règnent dans son département, il admet que « toutes les lois sont reçues avec soumission et s'exécutent sans opposition »²⁵. En clair, le peuple se soumet tant qu'on sait le ménager. De fait, la paix publique va plutôt bien se maintenir sous l'Empire, mais les levées de plus en plus importantes attisent un malaise encore profond. Dans ces conditions, la chute de Napoléon est plutôt bien accueillie.

II - La Restauration : une revanche au goût amer

15 La Première Restauration hésite à choisir entre rupture et continuité avec l'Empire. Ces hésitations, ces demi-mesures, cette absence de « chasse aux sorcières » dans l'administration engendrent des oppositions de tous bords. Les attermolements du nouveau gouvernement irritent surtout les anciens chouans persuadés de détenir leur revanche sur les républicains. Rapidement, ils s'avèrent être le principal obstacle à la réconciliation malgré les propos rassurants de d'Estournel qui se loue « de la prudence et du bon esprit des anciens chefs de la chouannerie »²⁶.

16 Il faut bien avouer que ceux qui applaudissent le retour de la monarchie ne forment pas une seule catégorie de personnes mais plutôt un conglomerat disparate, à l'image des « Mécontents » de 1799. On y compte des anti-bonapartistes de tous crins, surtout ceux ayant eu maille à partir avec les recruteurs de l'armée, des notables royalistes dont la plupart ont soutenu le régime napoléonien avant de « retourner leur veste » devant le déclin économique, et bien sûr des ex-chouans. Ce groupe comprend lui-même plusieurs composantes. On y retrouve les chouans de « l'époque héroïque », tels Pierre Gaullier et Jean Bézier. Bien que n'ayant pas influé sur le cours des événements de 1814, ils ont maintenu une réserve chouanne prête à se lever au premier signal. Ils « ne leur laissèrent que le regret de n'avoir pu coopérer par un dernier effort au rétablissement du trône, pour lequel ils ont tant versé de sang depuis vingt ans »²⁷. Les insurgés de 1799 sont plus nombreux, d'une part parce qu'ils sont plus jeunes, d'autre part parce que « la guerre des Mécontents » provoqua une moindre ponction démographique. Ces chouans, qui disent l'être en tout cas, disposent d'une aura beaucoup moins importante que leurs aînés. Leurs doléances n'en sont pas moins aussi substantielles.

1) Des chouans devenus gênants...

17 La déchéance de l'empereur entraîne la formation spontanée de bandes armées circulant sur les routes du département. Les notables voient d'un mauvais œil le réveil de la réserve chouanne à laquelle s'ajoutent les pseudo-rebelles de l'époque impériale. Les diverses manifestations de ceux qu'on appelle à nouveau les chouans, plus ostentatoires et provocatrices les uns que les autres, maintiennent une pression constante sur les autorités. Celles-ci s'inquiètent, non sans raison, des aspects nuisibles de cette mobilisation : désordre public, peur dans les campagnes, et donc pacification impossible. Ironie du sort, la priorité du préfet est maintenant de résorber ces bandes pourtant supposées être alliées ! Le comte Beugnot, écrivant au préfet en juillet 1814, révèle assez bien le fossé qui existe entre le gouvernement royal et l'esprit chouan : « Accoutumés aux armes et aux expéditions, les paysans ne font que céder en obéissant à la puissance de l'habitude, et les chefs (je parle ici des subalternes), indépendamment de ce qu'ils trouvent de flatteur à se perpétuer dans le commandement, portent peut-être plus loin qu'ils ne le pensent eux-mêmes leurs espérances et leurs prétentions. »²⁸. Les autorités ne peuvent bien sûr pas lutter contre ces bandes de la même manière que l'avait fait le

gouvernement consulaire. Elles en sont donc réduites à utiliser des moyens pacifiques et le bon vouloir des personnes pouvant influencer ces paysans « égarés ». Outre les nobles, dont on sait qu'ils n'ont plus guère de crédit depuis leur exil, le médiateur numéro un reste le curé de campagne. C'est en tout cas ce que conseille le préfet aux maires des communes rurales : « Le plus puissant moyen de ramener à la raison les esprits faibles est l'intervention des ecclésiastiques »²⁹. L'épisode des Cent-Jours va momentanément éteindre les dissensions et engendrer une nouvelle union de circonstance.

2) 1815 : Une chouannerie avortée

- 18 Le moins que l'on puisse écrire, c'est que le monde paysan fait preuve d'apathie face au retour de l'empereur, même si l'inquiétude est latente. Les ex-chouans, quelque peu échaudés par l'immobilisme du premier gouvernement monarchique, paraissent peu enclins à une quelconque aide. La « vieille » noblesse, incarnée par le marquis de la Tullaye à Ménil, tente d'effrayer et de mobiliser les masses rurales. À Châtelain, Lancelot de Quatrebarbes « harangue son peuple à la sortie des messes ; il exige une contribution, à savoir les habitants des métairies six francs et ceux des closeries trois, pour maintenir un corps de volontaires pour la défense du roi »³⁰. On se croirait revenu sous l'Ancien Régime ! Cette tentative d'embrigadement ne s'observe cependant que dans l'arrondissement de Château-Gontier, traditionnellement plus conservateur.
- 19 Comme le craignait le nouveau préfet, de Villiers du Terrage, la conscription sert une nouvelle fois de détonateur à l'insurrection. Pour faire face aux troupes coalisées, le gouvernement décide de rappeler 1300 militaires dans le département, mais il ne s'en présente que 700 ! Les cadres de l'aristocratie qui avaient tenté, en vain, de soulever les masses paysannes en mars et avril 1815 trouvent chez les déserteurs un « vivier » beaucoup plus important. Si l'on en croit le chevalier de la Broise (qui présidera aux destinées du parti légitimiste dans les décennies suivantes), les paysans partent « sinon gaiement, du moins sans aucune résistance, persuadés qu'il leur faudrait partir pour l'empereur s'ils ne s'enrôlaient pas dans la chouannerie. Livrés à cette alternative, ils préféreraient cent fois rester dans le pays au milieu de leurs amis et près de leurs parents »³¹. Cela confirme en tout cas le toujours très faible engouement idéologique des insurgés au profit d'une échappatoire de proximité. D'ailleurs, même l'enrôlement ne fournit pas les résultats escomptés : « Les chefs ne manquaient pas, confirme Queruau-Lamerie, ce furent plutôt les volontaires qui firent défaut »³². Pour faciliter le recrutement, on a recours aux anciens capitaines de paroisse encore prompts à reprendre le combat. Ils sont généralement peu nombreux, certains étant morts, d'autres ne désirant pas mettre leur famille en péril³³. À la Chapelle-au-Riboul, « tous les anciens chouans se cachent pour n'être pas levés par les rebelles. C'est en général l'esprit des anciens chouans de cet arrondissement. Tant qu'ils ne se trouveront pas en point de contact avec les rebelles, je suis persuadé qu'ils n'entreprendront rien d'eux-mêmes »³⁴ tente de rassurer le sous-préfet de Mayenne. La totalité de la mobilisation se situe en effet dans l'arrondissement de Château-Gontier et dans une partie de celui de Laval. C'est également là que se déroulent les quelques opérations militaires du département : 600 hommes commandés par *Sans-peur* prennent Craon le 26 mai, pris sans difficultés majeures du fait de l'absence de garnison. Le 28, c'est au tour de Cossé-le-Vivien de tomber dans les mêmes conditions, mais le lendemain, une troupe de 300 hommes composée de gendarmes, grenadiers et soldats à demi-solde, attaque la petite ville et tue 22 chouans. Cossé sera une nouvelle fois repris le 31 quand les soldats l'auront déserté puis les chouans se retireront vers le Maine-et-Loire. Voici la totalité des événements de la pseudo-chouannerie de 1815 dans le

département de la Mayenne, jusqu'à la suspension des hostilités le 18 juin (défaite de Waterloo). Les autres bandes n'eurent pas à se battre (Gaullier) ou prirent la fuite (de Pontfarçy). Si le but du soulèvement était seulement « d'affaiblir Bonaparte en l'obligeant à distraire de son armée une force importante »³⁵, il a partiellement réussi, mais le doute est permis sur la réelle influence d'une troupe peu nombreuse et peu au fait des techniques de combat.

3) Les « hochets » de la Seconde Restauration

- 20 La monarchie, de nouveau en place, va connaître ce que laissait deviner la Première Restauration. La masse des vainqueurs, regroupée sous la bannière royaliste, se caractérise par son hétérogénéité et ses objectifs très divergents. Les anciens chouans, à l'esprit parfois très revanchard, vont être les premières « victimes » de la normalisation de la vie civile. D'une part, aucune sanction sérieuse ou presque n'est prise contre les adversaires de la veille (c'est ainsi que les chapardages sont plus sévèrement punis que les cris séditieux [36]), d'autre part, on tente de leur imposer le silence au moyen de remerciements symboliques et, plus rarement, de récompenses.

Une attitude revancharde

- 21 Malgré le retour de Louis XVIII, le calme ne revient pas tout de suite dans le département. Les troupes insurgées disséminées çà et là veulent désormais entrer dans les villes et y supplanter les garnisons fidèles au régime impérial. Camille de Pontfarçy, « voulant sans doute avoir fait quelque chose »³⁷, tente de prendre Sainte-Suzanne le 10 juillet, sans succès. De Glatigné essaie également de conquérir Lassay malgré les protestations de Durosier : « Le drapeau blanc y flotte depuis hier matin (le roi est à Paris depuis deux jours). Il n'existe donc plus de raison, Monsieur, pour laisser subsister un état de guerre inquiétant pour la tranquillité publique, et rien ne motive plus le désarmement de la garde nationale de Lassay qui agit en ce moment au nom du roi et qui est chargée spécialement de maintenir le bon ordre dans cette commune »³⁸. Plus révélateur encore est le comportement de Jean Bézier, 45 ans, insurgé de la première heure, qui se fait tuer par bravade, le 10 juillet, sur la route de Cossé, dans un conflit avec les troupes de ligne. Il aurait agi ainsi pour amplifier la victoire chouanne et obtenir une reconnaissance à sa mesure. Une fois ces expéditions « punitives » résorbées, les autorités s'affairent à dissoudre au plus vite les corps de volontaires royaux, en espérant qu'ils rentreront chez eux sans discuter après avoir défilé victorieusement dans les villes du département. Nous sommes en pleine période des moissons et il est évident que la plupart d'entre eux vivent cette démobilisation comme un soulagement. La commune « blanche » de Villiers-Charlemagne, qui avait fourni 50 hommes à l'armée royale le 5 juin 1815, attend ainsi avec impatience « le retour des hommes pour la récolte »³⁹.

Une épuration administrative de principe

- 22 L'épuration des autorités préfectorales, militaires, judiciaires et financières (qu'à juste titre beaucoup pouvaient craindre), est insignifiante. Le nouveau préfet⁴⁰, s'il doit veiller à la fidélité de ses fonctionnaires, n'entend pas exercer une trop dévastatrice « chasse aux sorcières », les tensions étant déjà vives. De plus, il n'a pas, dans l'immédiat, de personnel compétent pour remplacer les départs éventuels. Quant aux maires, ils ne subissent qu'une épuration lente et calculée : « Je les remplace par les grands propriétaires, commente le préfet, je le fais lentement »⁴¹. De fait, seule une minorité d'entre eux sont « démissionnés », le plus souvent pour opposition trop visible à la monarchie. Malgré l'afflux de dénonciations, la plupart des maires sont maintenus, certains s'empressant même de démontrer leur attachement au roi. L'absence d'une véritable « révolution des

mairies » s'explique surtout par le fait qu'elle a déjà eu lieu en 1808. À cette date, en effet, de nombreux émigrés ont eu accès aux magistratures municipales. Berset d'Hauterives, Pierre le Nicolaie, Paillard du Bignon en sont les meilleurs exemples. Restent enfin les hommes qui, par leur seule valeur intellectuelle, se maintiennent tout naturellement à la plus haute fonction communale. Anecdotique est donc le nombre de chefs chouans devenus maires, tel Thomas Cosseron, dit *Pas-Perdu*, à Charchigné.

Pensions et décorations

- 23 L'embarras causé par ces troupes de chouans, dont on ne sait quoi faire et qui réclament leur dû, sera résolu, pense-t-on à Paris, par quelques subsides et récompenses attribués aux « combattants ». L'idée aurait pu, en effet, tenter bon nombre de volontaires consolés de leur déception par une rente confortable. C'est l'inverse qui se produit, les pensions étant tellement ridicules qu'elles humilient un peu plus ces pauvres paysans : « La Restauration était avare de ses deniers publics, même envers ses meilleurs serviteurs » écrit, dépit, l'abbé Gauguain⁴². En outre, ces pensions ne parviennent à leurs destinataires que parcimonieusement, si bien que, sous le règne de Charles X, beaucoup n'ont encore rien touché ! Le cas est d'autant plus grave lorsqu'il s'agit d'invalides, privés de toute ressource⁴³. Pire encore ! Des soi-disant blessés de guerre sont nés après 1800⁴⁴ ! D'autres l'ont été au cours d'accidents domestiques ! Sur un « lot » de 350 secourus, 47 seulement font état d'une participation à la chouannerie de 1795. Certes, beaucoup sont morts, mais il semble que la Restauration reconnaisse essentiellement les insurgés « organisés » de 1799, sans parler de ceux de 1815⁴⁴.
- 24 À la décharge des autorités militaires, il faut bien admettre qu'il est parfois difficile de s'y retrouver tant les demandes de pension se multiplient. À Argentré, les premiers indemnisés (mais non pensionnés) sont facilement identifiables, faisant partie de « l'état-major » de la paroisse. Si en plus ils portent des blessures de guerre, le versement se fait sans problème. En revanche, la femme du chouan Julien Derouin ne touche rien car celui-ci meurt en 1815, de maladie. Les doléances du maire n'y peuvent rien malgré l'indigence de la veuve⁴⁵ et les « états de service » de Derouin pendant la chouannerie. Cet oubli est d'autant plus discutable que des pensions sont attribuées à d'anciens chouans loin d'être dans le besoin. Jean-Baptiste Migoret-Lambrières, dit *Bon-Cœur* dans la division de Billard de Veaux, touche ainsi 100 francs alors qu'il est commissaire de police à Laval, tandis que Thomas Cosseron, maire et cultivateur aisé de Charchigné, perçoit 300 francs. Certains, enfin, bénéficient de la seule notoriété familiale, tel René Cottureau qui, bien qu'ayant peu porté les armes, reçoit une pension annuelle de 400 francs.
- 25 La répartition financière est donc inégale et injuste. Des riches reçoivent, des pauvres demandent, en vain. L'État a, semble-t-il, choisi la méthode du pourrissement dans l'espoir de voir ces revendications s'estomper par lassitude. Ce peu de considération des autorités, s'il engendre des contestations tout au long de la Restauration, connaîtra son véritable revers lors de la nouvelle chouannerie de 1832.
- 26 La reconnaissance symbolique revêt, pour beaucoup d'anciens chouans, et même les plus pauvres, une importance au moins aussi forte que la reconnaissance financière. Être décoré de la croix de Saint-Louis apporte une indéniable dimension au sein d'une commune. Les remises de décorations restent des moments privilégiés pour flatter la fierté de ces hommes : « La distribution des armes d'honneur qui a eu lieu dans cet arrondissement [Château-Gontier] a été accompagnée d'un discours contenant l'éloge des Vendéens et en particulier des royalistes de la Mayenne »⁴⁶. Malheureusement la monarchie reste chiche sur le nombre de décorations : « Quelques croix, huit épées, sept

sabres et vingt-huit fusils d'honneur »⁴⁷. Comme pour les pensions, elle attend longtemps pour les distribuer (1824), mais là n'est pas le pire puisque les critères de récompense semblent, le plus souvent, se limiter à la notabilité et non au fait d'avoir chouanné. Si à Chantrigné, son village natal, François Fortin, qui a été l'un des premiers chefs de l'insurrection dans le nord du département, peut arborer avec fierté sa croix de chevalier de Saint-Louis, il doit supporter qu'elle brille également sur la poitrine de son parent, Daniel Fortin, qui s'étant engagé en 1789, a fait toutes les guerres de la Révolution et de l'Empire jusqu'au champ de bataille de Ligny⁴⁸.

- 27 Pour la noblesse, la reconnaissance de fait de l'ancienne chouannerie par l'octroi de récompenses doit suffire au bonheur du peuple « royaliste ». La visite de Madame la Dauphine en septembre 1827 illustre cet état d'esprit. Elle reçut « le vieux René Cottereau, frère de Jean Chouan, et seul reste de la famille. M. le préfet l'ayant présenté à son Altesse Royale, elle l'accueillit avec bonté, lui dit qu'elle connaissait ce que les siens avaient eu à souffrir, et qu'elle en était profondément touchée. Voyant que le vieux soldat portait une médaille à l'effigie de Louis XVIII, elle voulut bien lui en remettre deux autres, l'une représentant Charles X, l'autre Monseigneur le Dauphin et Madame la Dauphine »⁴⁹. Cette démarche illustre bien la condescendance des uns et la déférence des autres.

Du travail

- 28 Cette demande répond à un double intérêt : une rémunération plus importante et le remplacement de bleus qui ont souvent eu une attitude vexatoire à l'égard des chouans ; à la fois donc un intérêt pécuniaire et une revanche. Le premier point est important pour les individus ne pouvant plus travailler la terre ou effectuer un travail de force. Certes, plusieurs postes administratifs deviennent vacants entre 1815 et 1818, suite à l'épuration, mais celle-ci reste modérée. Les places les plus rentables échappent aux anciens chefs chouans, mis à part les plus renommés⁵⁰. En règle générale, les anciens chouans se voient attribuer les charges les plus modestes. C'est ainsi que l'on retrouve François Menant, dit *Francaeur*, comme garde champêtre à Longuefuye dès 1816⁵¹, ou Gabriel Coignard, ancien lieutenant de Billard de Veaux, gendarme pendant la Restauration. Les remplacements ne sont pas systématiques et le désarroi est alors bien sensible chez ces paysans qui voient des bonapartistes (ou considérés comme tels) se maintenir à des postes convoités. Les autorités doivent parfois intervenir sans nuire au bon fonctionnement de l'administration. En février 1818, la nomination du garde champêtre de la Gravelle n'est ainsi pas validée par le préfet sous prétexte qu'il ne réside pas dans la commune. Il lui préfère un ex-chouan de 45 ans, père de six enfants : « On me le présente comme un honnête homme »⁵². Son choix s'avère pourtant très vite contestable, le sieur Richard étant averti quelques mois plus tard pour délit de concussion⁵³. À l'Huisserie, le garde champêtre, ex-chouan notoire, frôle lui aussi la destitution en 1820 après s'être permis de braconner, en compagnie, il est vrai, du fils de l'adjoint. La nouvelle a, en tout cas, le don d'irriter le préfet qui s'inquiète du « mauvais exemple qu'ils donnent en agissant ainsi » et qui « fait murmurer les personnes qui se conforment aux lois »⁵⁴. Comme rien n'est simple après une guerre civile, l'octroi de tâches administratives à des anciens insurgés attise les jalousies et provoque l'entrave de ceux qui se sont adaptés aux différents régimes. La nomination du garde champêtre de la Brûlatte est ainsi la cause principale du conflit entre le maire Paillard-Dubignon et le conseil municipal maintenu dans sa quasi-intégralité. L'attribution de la fonction à un ancien chouan fait grincer des dents et le conseil utilisera longtemps le peu de moyens à sa disposition pour entraver cette nomination, notamment en ergotant sur le salaire de l'employé⁵⁵.

29 Donner du travail est partout gage de tranquillité publique. Comme il n'existe pas de postes administratifs pour tout le monde, les autorités ne trouvent pas mieux que d'offrir 1 500 places dans l'armée (garde nationale rurale faiblement indemnisée) et d'ouvrir la gendarmerie aux anciens insurgés. D'Arbelles pense ainsi qu'« en assignant aux habitants des campagnes d'autres chefs que ceux qu'ils s'étaient donnés dans les levées vendéennes et la chouannerie, en faisant entrer dans leurs rangs un grand nombre de propriétaires de l'un et l'autre parti des deux factions sous le joug d'une même discipline militaire »⁵⁶, il jugulera le mécontentement. Le résultat, on s'en doute, n'est pas à la mesure de l'espérance puisque cette garde royale ne rassemble que la moitié des effectifs prévus.

Un désarmement mal accepté

30 L'ordonnance du 22 juillet 1816, qui interdit à qui que ce soit d'être possesseur d'armes de guerre, éveille la susceptibilité des anciens insurgés. S'étant battus contre la République et se jugeant garants du maintien de la monarchie, ils ressentent cet acte du gouvernement comme une défiance envers eux. Il est vrai que les autorités ne peuvent tolérer la dispersion d'armes, prêtes à servir à tout moment et donc cause de désordre public. En 1816, tout le monde est armé, et pas seulement les royalistes. Les hommes ont peur pour leur propre sécurité et celle de leur famille. En campagne, ils portent leurs armes constamment. « Ce sentiment est tellement fort que le misérable vend son habit pour acheter un fusil et trouve le moyen de s'en procurer deux aussitôt qu'on lui a ôté celui qu'il cachait »⁵⁷. Le désarmement de 1816 est donc perçu comme un camouflet pour les vieux combattants qui ont déjà été désarmés en 1800 : « Le plus sûr moyen d'aigrir et d'alarmer les anciens soldats royalistes, c'est de prononcer devant eux le mot désarmement, écrit le préfet. Je suis loin de croire à la possibilité d'un nouveau soulèvement. Cependant, si on essayait d'employer la force pour les désarmer, il est probable que ces gens, accoutumés à se battre derrière leurs haies, s'y retrancheraient et ne rendraient leurs armes qu'avec la vie »⁵⁸. L'ancien chef chouan de la Charnie (autour de Sainte-Suzanne), Jacques Bouteloup, subit ainsi les tracasseries de la préfecture pour la détention présumée de 180 fusils anglais. Vexé de ces attaques, Bouteloup menace de reprendre le « maquis » : « Oui, venez avec vos gendarmes ; je me rends dans la Charnie, et là, si vous pouvez me désarmer, on dira du moins que jamais Bouteloup n'a pu l'être que du fait et sous le règne des Bourbons »⁵⁹.

31 Pour modérer la susceptibilité des chouans et éviter la dispersion des armes, le sous-préfet de Château-Gontier ordonne « que les fusils restent aux communes, sous la responsabilité du maire et du chef de la garde nationale »⁶⁰. Cette mesure a du mal à s'appliquer car les anciens capitaines de paroisses maintiennent, au moins officieusement, le contrôle sur leurs propres hommes. C'est le cas dans de nombreuses communes de l'arrondissement, à tradition chouanne très prononcée. En novembre 1817, le préfet d'Arbelles ne cache d'ailleurs pas son inquiétude : « Je ne crois point rien hasarder en disant que l'ancienne organisation vendéenne continue à subsister dans les communes rurales de l'arrondissement de Château-Gontier et dans quelques communes de celui de Laval. Chaque commune a encore son capitaine ou lieutenant, non avoué, mais qui retrouverait au besoin son ancienne autorité. Ces communes sont armées et ce serait vainement qu'on essaierait de leur enlever leurs armes par la violence. On risquerait, en l'essayant, de produire une commotion qui se ferait ressentir au loin. Mais il faut désarmer les esprits, calmer les têtes, inspirer de la confiance, rendre une étroite justice à tous. C'est à cela que je m'applique »⁶¹.

32 Impuissantes et prudentes, les autorités abandonnent donc l'idée d'un désarmement des campagnes. Celui de 1832, consécutif à l'ultime chouannerie, mettra en lumière l'arsenal impressionnant dont les chouans disposent encore. En attendant, les anciens insurgés négligent pour longtemps leurs préoccupations politiques, bien conscients d'avoir été manipulés au profit des notables. La masse rurale entre désormais dans une sorte de « néant politique » que même la Monarchie de Juillet aura du mal à réveiller. L'ancien chef chouan Billard de Veaux, rédigeant ses mémoires en 1830⁶², met d'ailleurs en garde ses enfants sur la réussite d'un nouveau soulèvement royaliste : « Ne perdez jamais de vue que les affaires des Grands ne sont pas de votre compétence. Ne vous mêlez jamais de politique, ma vie entière n'est qu'un triste exemple de ce qui pourrait vous attendre »⁶³.

III - 1832 : l'ultime chouannerie

33 La chute de la monarchie légitimiste engendre la menace d'une nouvelle chouannerie mais celle-ci met deux ans à se mettre en place, à la suite des difficultés économiques et sanitaires (choléra).

1) Des chouans sexagénaires

34 En 1832, les multiples rumeurs sont accentuées par la présence de plus en plus palpable de bandes de chouans. Ces bandes sont composées, dans un premier temps, de vieux chouans⁶⁴, de membres de leur famille, et de « sympathisants » : « Les chouans ont vieilli et ne peuvent guère reprendre les armes, mais, disséminés dans les campagnes, ils peuvent donner de mauvais conseils à leurs enfants, à leurs voisins, et les exciter lorsque le recrutement les appelle à se soustraire afin de former un noyau d'insurrection ; car la honte de leurs crimes les entretient toujours dans leurs principes de rébellion »⁶⁵. Autour de Château-Gontier, si Pierre Gaullier est une nouvelle fois sollicité, il s'agit cette fois-ci du fils de *Grand-Pierre* qui a largement œuvré pour la (relative) réussite des chouanneries précédentes. Cette transmission de père en fils est rare dans le département et met en évidence la popularité locale du chef chouan (décédé en 1817). Dévoué corps et âme, malgré ses démêlés liés au désarmement de 1816, Jacques Bouteloup, de Torcé, n'hésite pas à quitter son poste de percepteur de Sainte-Suzanne pour rejoindre l'insurrection naissante, entouré de ses trois fils. Ces premiers « cadres » dressent une liste de gens susceptibles de combattre dans leurs rangs. À l'image des chefs chouans, on y retrouve des gens de tous âges tel François Brière, âgé de 76 ans, qui déclare « avoir été mandé de se trouver dans la forêt de la Charnie, et y étant allé il n'a point trouvé ceux qui l'avaient demandé, alors il s'en est revenu chez lui et n'est point reparti »⁶⁶.

35 La plupart des légitimistes sont persuadés que les habitants des campagnes, notamment ceux ayant chouanné, sont favorables à leur cause. C'est oublier un peu vite l'inélégance exercée envers les chouans pendant la Restauration. Face à un mouvement qui tarde à se déclarer, tous les moyens sont employés pour convaincre les éventuels combattants. Voici résumées par le préfet de l'époque, et de manière un peu navrée, les méthodes de séduction utilisées par les légitimistes pour recruter des troupes : « Les cadres organiques dressés, comme on l'a dit, depuis longtemps, comprirent d'abord tous ceux des anciens chouans auxquels le métier était agréable, et qui furent faits sous-officiers : ceux-ci, avec quelques jeunes gens, qui s'enrôlèrent volontairement, soit par goût du brigandage, soit par fanatisme, soit par séduction, avec le petit nombre de réfractaires et déserteurs qui se trouvaient au pays, enfin avec des forçats et réclusionnaires libérés, car tout devait faire corps, firent la presse dans les communes et entraînèrent, bon gré, mal gré, tous les jeunes paysans qui n'eurent pas la précaution de se réfugier dans les villes. Des proclamations furent publiées au nom de la duchesse de Berry, qualifiée régente. On

permettait aux soldats qui voudraient quitter le service de rentrer dans leurs foyers, on promettait à ceux qui s'enrôlaient sous les drapeaux de Henry V une augmentation de solde, des pensions, des honneurs ; on annonçait la réduction des impôts, l'abolition des droits sur les boissons, sur le sel ; on assurait que la France entière était soulevée, que les puissances étrangères allaient envahir la France. La campagne qui s'ouvrait ne devait durer que dix jours : telle et telle prophétie en avaient prédit le succès. Quelques prêtres fanatiques bénissaient, à leur départ, les malheureux paysans que leur crédulité entraînait. Chaque homme, séduit ou arraché à son foyer, recevait cinq francs pour la solde des dix jours, pendant lesquels devait durer l'expédition. Des masses furent donc bientôt mises en mouvement mais ces masses étaient-elles des soldats ? L'expérience a prouvé que non » ⁶⁷. Les exemples de tentatives d'embauchage sont effectivement nombreux mais le recours massif à l'enrôlement forcé démontre que, si les cadres ne manquent pas, les hommes de troupe font défaut, comme en 1815.

- 36 L'effectif total des chouans semble tourner autour de 2 000 hommes mobilisables (en théorie), chiffre considérable car il repose sur seulement un tiers du département. La plupart d'entre eux n'ont cependant pas eu à se battre, ce qui tempère sérieusement la vérité numérique d'un tel déploiement. En comparaison, le maximum de la « Grande chouannerie » est estimé à 4 000 hommes pour le département entier (autrement plus actifs, il est vrai) ⁶⁸.

2) Un échec cuisant et prévisible

- 37 Ce qui devait être un vaste soulèvement bien coordonné, tourne rapidement à la confusion. La Mayenne se soulève avant les autres départements insurgés et plus rien ne marche comme prévu. Le plan d'attaque des villes est abandonné et la campagne se limite à de simples actions ponctuelles, privées de tout espoir d'aboutir. L'insurrection, elle-même, ne dure que six jours ! Seuls les cantons de Grez-en-Bouère et de Bierné, où commande Pierre Gaullier, connaissent de véritables affrontements alors que près d'un tiers du département est mobilisé. Dans le nord, c'est le calme plat, ou presque : « La majeure partie de nos anciens chouans avait le dessein de prendre les armes ; ils avaient embauché dans plusieurs communes mais tous ces héros sexagénaires auxquels devaient se réunir leurs enfants, leurs domestiques, n'ont pas paru sous les armes parce qu'ils ont reçu contre-ordre » ⁶⁹.
- 38 Ce qui est remarquable en 1832, c'est l'incroyable incompétence des cadres de l'insurrection. Passons outre le contre-ordre de dernière minute qui n'a sans doute pas changé grand chose aux événements ⁷⁰. Plus intéressante est la répétition des erreurs du passé. En 1794-95, la méthode de harcèlement et d'embuscades avait largement fait ses preuves. La noblesse, sentant alors le parti qu'elle pouvait tirer d'une insurrection qui ne semblait pas forcément vouée à l'échec, décida de l'encadrer et de la militariser. C'est à partir de 1795, mais surtout en 1799, que l'on voit apparaître de gros rassemblements et des batailles rangées contre des troupes de ligne. Les combats désastreux de Bouère en mars 1796 et de Ballée en octobre 1799, prouvent qu'il eut été absurde de demander à ces hommes, qui n'avaient jamais fait le moindre exercice, l'application des règles les plus élémentaires, de l'art militaire » ⁷¹. En 1832, les mêmes erreurs sont pourtant renouvelées : « On y a vu des masses poussées malgré elles, mal armées, nullement équipées, conduites par un chef inhabile, menaçant beaucoup, n'attaquant nulle part en fuyant toutes les rencontres avec nos troupes. On a vu des bandes, mais non des soldats » ⁷². Quand on demande à deux recrues de Grez-en-Bouère si elles étaient armées dans leurs

compagnies, l'une d'elles répond avoir bien reçu un fusil, « mais il était percé en trois endroits. C'est égal, lui disaient ses chefs, tu auras toujours l'air de ce que tu es »⁷³.

3) Un arsenal impressionnant

- 39 À partir de juin 1832, le gouvernement profite des circonstances victorieuses pour désarmer les campagnes, ce qui n'avait pu être réalisé en 1830. Il met d'ailleurs beaucoup plus d'ardeur à cette tâche qu'à l'arrestation des chefs. Le 7 avril 1833, les autorités ont déjà récupéré 9 565 armes de toutes espèces (dont la moitié sont des fusils de chasse). Le calme est cependant long à revenir car ce désarmement est difficilement supporté. Les communes impliquées dans la chouannerie de 1832 restent les lieux privilégiés d'incidents politiques, d'autant plus qu'elles sont « militairement occupées » pour justement rétablir l'ordre. Bazougers symbolise bien ce « mauvais esprit » malgré la présence d'une douzaine de compagnies entre juin 1832 et juin 1835. Outre de nombreux incidents entre force de l'ordre et habitants, les multiples brigandages perpétrés dans la région sont souvent le fait d'anciens chouans devenus délinquants après 1832. Bonaventure Peslier, de Maisoncelles, exerce ainsi divers vols à Bazougers et Parné sous le sobriquet de *Jean Chouan*, un peu comme si ce nom lui donnait une certaine légitimité. N'est pourtant pas Jean Chouan qui veut, et le sort de la petite bande armée est réglé dès le mois de mai 1834⁷⁴. Le départ de la troupe, en juin 1835, coïncidera avec une période d'accalmie et de mise en veilleuse des velléités chouannes, preuve des limites de la répression.

IV - 1848 : l'incrédulité

- 40 En 1848, l'avènement de la Seconde République fait craindre aux autorités une nouvelle chouannerie en Mayenne. Mais malgré la propagation de rumeurs alarmantes, les légitimistes ne parviennent pas à vaincre l'indifférence des ruraux mayennais, même si ceux-ci sont visiblement inquiets. À la différence de 1815 et 1832, les conservateurs ne disposent plus de la complicité implicite des vieux chouans, tous décédés ou presque. Pourtant, la crainte d'une nouvelle contre-révolution est si forte pour les autorités préfectorales et municipales qu'elles tardent à proclamer la République dans certaines localités du département. Si cela est fait à la Gravelle le 16 mars, il faut ainsi attendre jusqu'au 7 avril à Beaulieu, située à quelques lieues ! En règle générale, l'annonce du changement de régime est tardive dans les villages, hormis les plus réformistes comme Andouillé. Les maires prétendent attendre les ordres mais surtout la confirmation de la nouvelle ; de fait, ils ménagent les susceptibilités de chacun tout en espérant un retour rapide à l'ordre initial. L'épisode, somme toute assez récent, des Cent-Jours, démontre qu'il est préférable d'être convaincu de la pérennité d'un régime pour l'annoncer officiellement à ses concitoyens, une trop hâtive publication ne pouvant qu'accentuer les désordres. À la fin du mois de mai 1848, beaucoup de clochers sont encore dépourvus de drapeau tricolore républicain, notamment dans l'arrondissement de Château-Gontier. Il est vrai que le clergé mayennais est ouvertement hostile au nouveau régime, plus encore qu'au précédent, c'est dire !
- 41 En 1865 meurt le dernier des chefs chouans : Louis Coquereau, frère du terrible Joseph-Just Coquereau et chevalier de la Légion d'honneur en 1821, s'éteint à l'âge de 98 ans. Sa disparition marque symboliquement la fin d'une époque, celle du culte de la mémoire par les acteurs mêmes de la guerre civile. Par la suite, privée des récits, même enjolivés, des vétérans, la mémoire de la chouannerie se dilue dans le temps. Elle se réveille surtout à l'occasion de conflits mettant de nouveau face à face républicains et conservateurs (lors des lois Ferry notamment). La mémoire des chefs chouans ne « survit » que grâce aux

nombreux écrits de l'historiographie blanche du XIXe siècle (Duchemin-Descépeaux, l'abbé Gaugain, l'abbé Angot...) mais seul fait encore « recette » au XXe le nommé Jean Chouan. Encore est-ce sur l'initiative de quelques nostalgiques de la contre-révolution et de responsables touristiques à la recherche d'une identité mayennaise. Les divers spectacles organisés autour du célèbre chouan lors du Bicentenaire et surtout le musée de Saint-Ouen-des-Toits (musée *Jean Chouan*), créé en 1989, montrent bien « l'ascendant » du premier rebelle anti-révolutionnaire. Les autres, obscurs héros, n'ont pas « survécu » dans les mémoires ; les royalistes du XIXe siècle y ont sans doute leur part de responsabilité.

NOTES

1. Cet article aborde certains aspects de la thèse soutenue en mars 2004 : *Les blancs, les bleus et les autres... La chouannerie mayennaise et sa mémoire (1789-XXe siècle)*, thèse histoire, Rennes II, 2004, 576 p.
2. Jean Cottureau est mort le 27 juillet 1794 à Saint-Ouen-des-Toits lors d'un « échange » avec les forgerons de Port-Brillet (commune de la Brûlatte) qui constituaient un noyau patriote au milieu d'une campagne fortement anti-révolutionnaire. Joseph-Just Coquereau meurt, ivre, le 29 juin 1795 en bravant une troupe de hussards. *Jambe-d'Argent* décède le 27 octobre 1795 à Cosmes en voulant défendre une colonne menée par son lieutenant *Moustache*.
3. Joseph-Just Coquereau se caractérise par sa violence aveugle et son manque de discernement politique. À la fois incontrôlable et facilement influençable, on le retrouve festoyant avec les bleus lors de la première pacification et massacrant des civils patriotes quelque temps plus tard. Il est le symbole même du rural manipulé malgré lui, enivré par un combat politique qui le dépasse. De ce point de vue, *Jambe d'Argent* manifestera une intelligence supérieure pour un homme de sa condition.
4. Jean-Noël AZÉ, *La chouannerie en Mayenne : 1793-1800*, mém. maît. : histoire : Rennes II, 1995, pp. 77-78.
5. Jean Gutter, dit *Saint-Martin*, né en 1769 à Saint-Denis-d'Anjou, dirige encore une division en 1832 malgré ses 63 ans. Tué au combat à Grez-en-Bouère le 25 mai, Gaugain écrit que le vieux chouan jouissait d'un tel prestige « qu'après même la constatation de son décès, beaucoup ne voulurent croire à sa mort » (Abbé Ferdinand GAUGAIN, *Histoire de la Révolution en Mayenne*, Laval, René Chailland, 1918, vol. 3, p. 411).
6. Capitaine dans la division d'Ambrières puis chef de division sous les ordres de Frotté.
7. Deville dit *Tamerlan*, Louis Picot et Gaillard dit *Raoul*, déserteurs du bataillon de la Montagne ont rejoint les chouans en 1794, sous les ordres de Le Chandelier de Pierreville, lui aussi déserteur mais exilé en Angleterre en 1800.
8. Certains poussent l'opportunisme jusqu'à « collaborer » avec l'Empire, tel Pierre Brionne (à l'origine de l'insurrection autour de Gorron), nommé juge de paix à Craon. Cette nomination ne l'empêchera d'ailleurs pas de demander une pension en 1814, d'obtenir un emploi de percepteur en 1815 et de recevoir une épée d'honneur en 1824.
9. Ernest D'HAUTERIVE, *La police secrète du Premier Empire*, Paris, R. Clavreuil, 1963, p. 577.

10. Archives départementales de la Mayenne (AD Mayenne), 1M219, *Sous-préfet de Château-Gontier au préfet*, 16 floréal an IX.
11. *Ibid.*, 13 floréal an VIII.
12. *Ibid.*, 2 germinal an IX.
13. *Ibid.*, 1M221, *Sous-préfet de Mayenne au préfet*, 23 prairial an VIII.
14. *Ibid.*, 1M220, *Sous-préfet de Château-Gontier au préfet*, 11 juin 1808.
15. Démissionné du conseil municipal en 1791 pour ivrognerie notoire, il fait reparler de lui en juillet 1799 en accusant Pierre Herriau, maire populaire de la Gravelle, de propos contre-révolutionnaires.
16. AD Mayenne, 1M195, *Lettre du préfet aux maire et adjoint de la Gravelle*, 13 vendémiaire an IX.
17. *Ibid.*, 1M220, *Sous-préfet de Château-Gontier au préfet*, 8 juin 1808.
18. Cité par l'abbé Ferdinand GAUGAIN, *op. cit.*, vol. 3, p. 514.
19. AD Mayenne, 1M220, *Sous-préfet de Château-Gontier au préfet*, 7 prairial an IX.
20. *Ibid.*, 1M136, *Situation du département au cours de l'an X*.
21. *Ibid.*, 1M219, *Sous-préfet de Château-Gontier au préfet*, 4 fructidor an XIII. Par mesure de sécurité, les frères Corbin seront arrêtés en 1807 et emprisonnés jusqu'à la Restauration.
22. *Ibid.*, 2e jour complémentaire an XIII.
23. *Ibid.*, 1M219, *Lettre du maire de Quelaines rapporté par le sous-préfet*, 12 octobre 1806.
24. AN, F1c III Mayenne 2, *Le préfet au ministre de l'Intérieur*, 18 messidor an X. En 1802, le « oui » l'emporte largement avec 30 154 voix. Ce chiffre tombe à 14 752 lors du plébiscite de l'an XII et à 2 097 en faveur de l'acte constitutionnel aux Constitutions de l'Empire (AN, F1c III Mayenne 3 et F7 9676).
25. AD Mayenne, 1M137, *Situation du département en l'an XIII*.
26. *Ibid.*, 1M286, *Sous-préfet de Château-Gontier au commissaire général de la police en mission*, 6 novembre 1814.
27. Cité par Charles-Louis CHASSIN, *Les pacifications de l'Ouest : 1794-1801-1815*, Paris, Editions Dupont, 1899, 3 vol., p. 753.
28. AD Mayenne, 1M286, *Comte Beugnot au préfet*, 21 juillet 1814.
29. Michel DENIS, *Les royalistes en Mayenne : XIXe-XXe siècles*, Paris, Klincksieck, p. 65 (Mémorial de correspondance administrative, 1814).
30. AD Mayenne., 1M190bis, *Capitaine de gendarmerie de Château-Gontier au préfet*, 28 mars 1815.
31. *Ibid.*, 133J, *Souvenirs du chevalier de la Broise*.
32. Émile QUERUAU-LAMERIE, *Les dernières convulsions de la chouannerie mayennaise*, Laval, Goupil, 1923, p. 1.
33. Lors des premières chouanneries, l'âge moyen des chefs chouans est de 26 ans, la grande majorité étant célibataire (Jean-Noël AZÉ, *Les bleus, les blancs et les autres*, *op. cit.*, pp. 203-204).
34. AD Mayenne, 1M286, *Sous-préfet de Mayenne au préfet*, 18 juin 1815.
35. *Ibid.*, 133J, *Souvenirs du chevalier de la Broise*.
36. AN, F7 9121, *Le préfet au ministre de la police*, 31 janvier 1816.
37. Émile QUERUAU-LAMERIE, *op. cit.*, p. 20.
38. AD Mayenne, 1M286, *Sous-préfet de Mayenne à de Glatigné*, 13 juillet 1815.
39. *Ibid.*, 1M289, *Lettre du maire de Villiers-Charlemagne au préfet*, 20 juillet 1815.
40. Armand-Constant de Marnière, marquis de Guer.
41. AN, F1c III Mayenne 1, *Rapport du préfet*, 1er février 1815.

42. Abbé Ferdinand GAUGAIN, *op. cit.*, vol. 3, p. 407.
43. François Logerais, dit *Pimousse*, de Daon, vit dans la misère sous l'Empire suite aux séquelles de ses nombreuses blessures. On lui accorde une pension de 200 francs en 1815 mais Bourmont intercède en 1825 pour que sa pension soit augmentée de 100 francs.
44. À Saint-Laurent-des-Mortiers, le maire doit s'expliquer sur les 50 francs par an alloués à un homme qui aurait été caporal en 1815 : « Des royalistes m'ont fait plus d'une fois des reproches à cause de cette récompense, que ledit Hivert, disaient-ils, ne méritait pas parce qu'il s'était réfugié à Château-Gontier pendant la deuxième guerre, au lieu de venir combattre dans nos rangs. » (AD Mayenne, U5412, *Lettre du maire de Saint-Laurent au procureur du roi à Château-Gontier*, 4 janvier 1824).
45. AD Mayenne, R974, *Lettre du maire d'Argentré au secrétaire général de la préfecture*, 1er décembre 1816.
46. AD Mayenne, 1M287, *Sous-préfet de Château-Gontier au préfet*, 16 septembre 1824.
47. Michel DENIS, *op. cit.*, p. 116.
48. *Ibid.*, pp. 116-117.
49. *Relation du passage par Laval de S. A. R. la dauphine*, Laval, Feillé-Grandpré, 1827, p. 15.
50. Outre la croix de Chevalier de Saint-Louis, Pierre Gaullier occupe, en 1815, le poste de percepteur de Château-Gontier.
51. L'ancien capitaine de la compagnie de Ruillé-Froid-Fonds redevient simple laboureur en 1830 (Gabriel Du PONTAVICE, *Chouans et Patauds en Mayenne*, Mayenne, Association du souvenir de la Chouannerie mayennaise, 1987, pp. 79-80).
52. AD Mayenne, 1M272, *Lettre du préfet au maire de la Gravelle*, 18 février 1818.
53. Richard aurait annulé un procès-verbal lors d'un contrôle de permis de chasse contre six francs. Le maire plaide en sa faveur mais menace de le destituer à la prochaine incartade (*ibid.*, 1M272, *Lettre du préfet au maire de la Gravelle*, 6 avril 1819).
54. *Ibid.*, *Lettre du préfet au maire de l'Huissierie*, 22 janvier 1820.
55. Jusqu'en 1824, au changement de municipalité.
56. AN, F7 9676, *Rapport préfectoral*, mars 1817.
57. *Ibid.*, F7 4350, *Préfet au commandant d'Andigné*, août 1816.
58. *Ibid.*, F7 3682/11, *Le préfet au ministre de la police*, 17 mars 1819.
59. Jacques CRETINAU-JOLY, *Histoire de la Vendée militaire*, 3e édition, Paris, Plon, 1850, vol. 4, p. 334.
60. AD Mayenne, 1M286, *Sous-préfet de Château-Gontier au préfet*, 29 juin 1816.
61. *Ibid.*, 1M238, *Minute de rapport préfectoral*, 2 novembre 1817.
62. Alexandre BILLARD de VEAUX, *Bréviaire d'un Vendéen à l'usage des habitants de l'Ouest*, Paris, chez l'auteur, 1838-40, 3 vol.
63. AD Mayenne, 194J, *Fonds Billard de Veaux*.
64. Jean Guitter, dit *Saint-Martin*, de Bouère, a 63 ans ; Jacques Bouteloup, dit *Va-de-bon-cœur*, de Torcé, a 56 ans ; Michel Menant, dit *Franccœur*, de Ruillé, a 60 ans...
65. AD Mayenne, 1M298, *Sous-préfet de Mayenne au préfet*, 9 septembre 1831.
66. *Ibid.*, 1M309, *Maire de Saint-Jean-sur-Erve au préfet*, juin 1832.
67. *Ibid.*, 1M309, *Note préfectorale sur le soulèvement qui a eu lieu dans le département de la Mayenne*, 1832.
68. Jean-Noël AZÉ, *Rancœur ou réconciliation ? Chouans et patriotes mayennais dans la première moitié du XIXe siècle*, Mém. DEA : Rennes II : 1996, p. 103.
69. AD Mayenne, 1M309, *Sous-préfet de Mayenne au préfet*, 4 juin 1832.

70. La date de prise des armes est fixée au 24 mai mais elle est inexplicablement reportée de quelques jours alors que bon nombre de chefs ont déjà levé leurs hommes. C'est ainsi que de Pontfarçy ne peut faire parvenir l'ordre de surseoir à Gaullier que dans l'après-midi du 23 mai alors que le rassemblement s'est effectué dans la nuit précédente.

71. Abbé Ferdinand GAUGAIN, *op. cit.*, vol. 3, p. 33.

72. AD Mayenne, 1M298, *Préfet au ministre de l'intérieur*, 28 mai 1832.

73. *Ibid.*, U5529, *Extrait interrogatoire du 27 mai 1832*.

74. *Ibid.*, U599, *Jugement du tribunal d'assises de Laval*, janvier 1836.

RÉSUMÉS

Face à Jean Chouan, devenu, de nos jours, une véritable référence identitaire en Mayenne, les autres chefs chouans du département font pâle figure. S'ils paient un lourd tribut à la guerre civile, la plupart survivent et retournent dans l'oubli de leur campagne après 1800. Projetés en quelques semaines dans une pacification qu'ils n'ont pas forcément voulu, ils adoptent des comportements différents, parfois ambivalents. C'est ainsi qu'à côté d'un certain légalisme, des anciens chefs maintiennent une réserve chouanne, prête à se soulever à la moindre occasion. C'est d'ailleurs ce que les royalistes leur demanderont en 1815 et 1832, avec l'insuccès que l'on connaît. Outre ces épisodes insurrectionnels, ces chouans s'avèrent néanmoins gênants pour les gouvernements monarchistes car avides de reconnaissance symbolique et financière (qu'ils n'obtiendront jamais). Force est d'ailleurs de constater qu'ils représenteront toujours une menace pour la paix civile.

Victories and defeats of the chouan leaders from Mayenne in the 19th century. Compared to Jean Chouan who has become a real reference in Mayenne nowadays, the other Chouan leaders are less famous. Though they pay a heavy tribute to the civil war, most of them survive and are forgotten once they have come back in their villages after 1800. They quickly have to face pacification measures that they don't really want and have different, sometimes ambivalent behaviours. They are legalist, but at the same time, some former Chouan leaders keep a group of armed men, ready to rise up at the first opportunity. That's what they will be asked by the royalists in 1815 and 1832 but as it is well-known, it won't be successful. Besides, these Chouans become embarrassing for the monarchist governments because they are eager to receive a symbolical and financial recognition (that they will never receive). Actually they will always represent a threat for the civil peace.

INDEX

Mots-clés : Contre-Révolution, Mayenne, chouannerie, Jean Chouan, mémoire collective, 1832, légitimisme.

AUTEUR

JEAN-NOËL AZÉ

docteur en histoire